

Gouvernance et investissements directs étrangers dans les pays en développement : Cas des pays africains entre 1985-2015

Governance and Foreign Direct Investment in Developing Countries: Case of African Countries 1985-2015

Mohamed Ed-Dib, (Doctorant)

*UFR : Économie Internationale et Développement Économique
Université Hassan II-Casablanca*

Yassine Aichi, (Doctorant)

*UFR : Économie Internationale et Développement Économique
Université Hassan II-Casablanca*

Adresse de correspondance :

Université Hassan II
Maroc (Casablanca)
26100
Tél : 05 22 23 15 60 / fax : 05 22 25 22 45
Aichi.Yasine@gmail.com

Déclaration de divulgation :

Les auteurs n'ont pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.

Conflit d'intérêts :

Les auteurs ne signalent aucun conflit d'intérêts.

Citer cet article

Ed-Dib, M., & Aichi, Y. (2021). Gouvernance et investissements directs étrangers dans les pays en développement : Cas des pays africains entre 1985-2015. *International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics*, 2(2), 439-458. <https://doi.org/10.5281/zenodo.4652921>

DOI: 10.5281/zenodo.4652921

Received: 07 January 2021

Published online: March 31, 2021

Copyright © 2021 – IJAFAME



Gouvernance et investissements directs étrangers dans les pays en développement : Cas des pays africains entre 1985-2015

Résumé

L'objectif principal de ce travail est l'étude de rôle des indicateurs de gouvernance comme déterminants des IDEs dans les pays africains. C'est dans ce sens que nous avons effectué une analyse sur les données de panel d'un échantillon de 44 pays africains sur une période de 31ans, du 1985 au 2015, (un total de 1320 observations), en utilisant la méthode des moindres carrés généralisées (MMCG).

Nos estimations montrent ce qui suit: (i) la taille du marché (PIB, \$ US courants) a un impact négatif sur les IDE vers l'Afrique, (ii) l'ouverture au commerce a un impact positif sur les flux d'IDE, (iii) les infrastructures (Lignes téléphoniques (pour 100 personnes) ont un effet négatif sur les flux d'IDE vers les pays africains, (iv) Taux de change officiel (unités de devises locales par \$ US, moyenne pour la période) attire flux d'IDE vers l'Afrique, (v) l'Etat de droit et le fonctionnement de l'Etat attirent des IDEs vers les pays africains, (vi) la lutte contre la corruption, la qualité de la réglementation et la stabilité politique affectent négativement les IDE en Afrique (viii) la balance des paiements courants (% du PIB) affecte positivement l'entrée des IDEs en Afrique.

Mots-clés : Gouvernance, Investissements Directs Étrangers, données de panel, pays Africains

Classification JEL : R4

Type de l'article : Recherche appliquée

Abstract

The main objective of this work is to study the role of governance indicators as determinants of FDI in African countries. It is in this sense that we conducted an analysis of panel data from 44 African countries over a 31-year period (1985-2015) using the generalized least squares method (GLSM).

Our estimates show the following: (i) market size (GDP, current US\$) has a negative impact on FDI to Africa, (ii) openness to trade has a positive impact on FDI flows, (iii) infrastructure (telephone lines (per 100 persons) have a negative effect on FDI flows to African countries, (iv) official exchange rate (local currency units per US\$), average for the period) attracts FDI flows to Africa, (v) the rule of law and the functioning of the state attract ideas to African countries, (vi) the fight against corruption, the quality of regulation and political stability negatively affect ideas in Africa, (viii) the current account balance (% of GDP) positively affects the entry of ideas in Africa.

Keyword: Governance, Foreign Direct Investment, Panel data, African countries

JEL Classification : R4

Paper type : Empirical research

1. Introduction

L'investissement direct étranger est un catalyseur de la croissance économique et du développement. L'IDE stimule l'investissement interne et améliore la qualité du capital national (Gorg et Greenaway, 2004).

Le début des années 80 a enregistré une forte progression des flux d'investissements directs étrangers (IDE) mondiaux, qui ont dépassé les échanges commerciaux internationaux. Les IDEs dans les pays en développement (PVD) ont suivi la même tendance en atteignant un tiers environ du PIB de ces pays, alors qu'ils s'établissaient à peine à 10 % en 1980, ils constituent pour les PVD, la principale source de financement extérieur, devant les prêts sur les marchés financiers et l'aide public au développement (APD). Les investissements directs étrangers (IDE) permettent de créer des emplois, d'améliorer la productivité, d'opérer des transferts de compétences et de technologies, d'accroître les exportations et de contribuer au développement économique à long terme des pays en développement. Plus que jamais, quel que soit leur niveau de développement, les pays s'efforcent de tirer parti des IDEs pour se développer.

Certains pays ont brillamment réussi dans leur conquête des IDEs tels que les pays du Sud- Est Asiatique et principalement la chine (2ème pays recevant les IDEs dans le monde après les États-Unis) alors que d'autres sont restés à la marge de cette « nouvelle frontière » de l'économie mondiale. Ce sont principalement les pays africains.

Ces mouvements, et ces choix de localisation dépendent, de plusieurs acteurs participants au phénomène : les Firmes multinationales (industrielles ou financières) et les États- Nations. Chacun d'entre eux a ces raisons et ces objectifs. Généralement se sont les États qui font la cour aux Firmes Multinationale vu la concurrence qui s'est établie entre les pays à la recherche de la solution pour booster leurs économies.

Hélas, l'Afrique représente cette dernière décennie moins de 3 % des flux mondiaux de l'IDE, très loin derrière l'Asie et l'Amérique Latine, l'investissement direct étranger (IDE) est bénéfique pour les pays d'origine et d'accueil et fait partie intégrante d'un système économique international ouvert et efficace et constitue l'un des principaux catalyseurs du développement.

Dans cette optique, cette étude vise à étudier les facteurs déterminants des investissements directs étrangers dans les pays africains (1985-2015).

Pour reprendre à cet objectif, la modélisation économétrique sera structurée en panel et portera sur les différentes variables issues de la littérature et susceptibles de montrer le lien entre des déterminants l'entrée des IDEs dans les pays africains.

Ce travail s'articule autour quatre sections : la deuxième concerne la revue de la littérature théorique et empirique sur les IDEs, la troisième sert à présenter la méthodologie et modélisation des déterminants des IDEs dans les pays africains, la quatrième s'intéresse à la présentation et interprétation des résultats de l'estimation.

2. Revue de la littérature théorique et empirique

2.1. Littérature théorique

Une panoplie des théories ont essayé de développer une littérature qui explique comment une firme combine ses activités dans plusieurs pays. Ces théories explicatives des déterminants des IDEs est le résultat d'une variété des interrogations tel que : pourquoi une firme choisit-elle de s'investir hors son pays d'origine ? Ou cette firme va – elle s'installer ? La base de choix de pays d'accueil ? Quels sont les facteurs déterminants de l'attractivité des IDEs ?

2.1.1. Théorie éclectique « OLI »

Dunning (1980, 1993) a synthétisé les éléments les plus importants dans l'explication des IDEs. Il propose ainsi trois conditions exigées pour que la firme fasse des investissements à l'étranger. Ces conditions sont :

- les avantages de possessions « *Ownerships adavanatges* »
- les avantages de localisation « *Location avantages* »
- les avantages d'internationalisation « *Internalisation avantages* ». Dunning groupe ainsi la plupart des théories sur les IDEs en ce qu'il appelle la théorie « OLI ».

Les avantages de possession peuvent être un produit, ou un processus de production que les autres firmes n'en ont pas accès. Ils peuvent aussi être des éléments dont la firme a la possession et qu'elle gagnerait à les exploiter à l'étranger. Des nouvelles technologies, des informations exclusives, des expériences managériales, en sont l'illustration et l'exemple de ces avantages. Les « *ownership advantages* » confèrent des positions de forces sur le marché vis-à-vis de la demande, mais aussi de la concurrence interne. Ils donnent à la firme une marge de manœuvre importante sur le marché extérieur lui permettant de surmonter les coûts d'installation et de localisation, d'écraser la concurrence interne (si elle est existante) et de se comporter en leader. Bien entendu, ces avantages sont spécifiques à la firme et sont reliés directement à ses caractéristiques technologiques et managériales.

Les avantages de localisation n'incluent pas seulement les dotations en ressources naturelles, mais aussi les facteurs économiques et sociaux tels que la taille du marché, les infrastructures, le degré de développement, la culture, les réglementations, les institutions politiques et environnementales et le système politique en générale (stabilité, démocratie, degré de corruption, etc.).

Les avantages d'internationalisation : selon cette théorie, une firme ayant un avantage dans le processus de production ou dans la propriété du produit, aurait éventuellement intérêt à s'installer dans le pays hôte qu'à exporter. Bien évidemment, elle peut procéder par franchise ou vente de licence de production à une entreprise locale, mais dans ce cas elle ne pourra pas maîtriser le marché ni l'exploiter directement.

C'est ainsi que plus le pays hôte procure des avantages répondant aux critères susciter, plus il attirera des IDEs. Cette vision des déterminants des IDEs est une vision dynamique, puisqu'elle évolue au fur et à mesure de l'évolution de l'attractivité du pays et des avantages spécifiques de la firme multinationale. Les implications de la théorie OLI sont très importantes pour cette étude. En effet, on peut diviser les déterminants des IDEs en deux catégories : les facteurs d'offre « *supply-side factors* » et dans lesquels on retrouve les avantages de possessions et d'internationalisation ; et les facteurs de demande « *demand side factors* » relatifs aux avantages de localisation.

2.1.2. Théorie de Hymer

Hymer (1960) a distingué entre l'investissement de portefeuille et l'investissement direct. Il montre que les hypothèses d'arbitrage sur le capital expliquant les mouvements internationaux de capital, sont en contradictions avec le comportement des multinationales et sont, ainsi, incapables d'expliquer les causes des IDEs et ce pour trois raisons :

- i) une fois que le risque, l'incertitude, la volatilité des taux de change, et les coûts d'acquisitions des informations sont incorporés dans la théorie de l'arbitrage de portefeuille, plusieurs des prévisions économiques restent, tout de même, invalides. En fait, ceci est dû aux imperfections du marché qui affectent les performances des firmes, et en particulier leurs stratégies sur les marchés étrangers ;
- ii) II) les IDEs permettent non seulement le transfert de ressources (capital), mais aussi de technologies, d'expériences managériales et de savoir-faire. D'où l'existence de rentes économiques importantes et d'effets d'externalité positifs, qui peuvent être aussi importants que les effets directs des déplacements de capitaux et des investissements étrangers ;
- iii) III) les IDEs n'ouvrent pas la possibilité de changement de possession, de ressources ou des droits.

2.1.3. Théorie du cycle de vie du produit

Théorie du cycle de vie Vernon (1966) d'un produit est importante contribution à l'analyse de l'investissement direct étranger (voir figure 2). Elle a analysé les quatre étapes de la production commençant par invention de nouveaux produits. La théorie du cycle de vie du produit donne un aperçu de pourquoi et comment exportation est remplacé par les investissements étrangers. Le travail de Vernon était fondé sur les entreprises américaines qui produisaient pour le marché intérieur et plus tard pour le marché international. Vernon a essayé de comprendre l'évolution du commerce international et des investissements internationaux. Au stade initial, les entreprises sont davantage axées sur le marché intérieur. Et ensuite à l'étape suivante, lorsque le produit arrive à maturité, les entreprises commencent à exporter vers les pays développés.

À ce stade, les entreprises innovantes jouissent du bénéfice des ventes de produits nouvellement inventés jusqu'à ce que les entreprises rivales copier et produisent le même produit. Plus tard, quand la demande pour le produit augmente le produit sera normalisé.

Au stade avancé, lorsque le produit est standardisé, les entreprises penseraient les pays moins développés pourraient être bon lieu de production. Les économies d'échelle, le transport et le coût du travail sont le facteur déterminant pour le choix de l'emplacement. Comme les pays les moins développés sont riches en main-d'œuvre, les produits qui seront produits sont des produits à forte intensité de travail. Ceci est mentionné dans H-O théorème. Toutefois, selon Vernon ce n'est pas seulement l'hypothèse de localisation à faible coût est à la tête des entrepreneurs de décider et d'investir dans d'autres pays. Il affirme que toute menace pour les entreprises peut être considérée comme force stimulante pour l'action.

Selon chacune de ces priorités, l'Afrique présente des Atouts et des Défis résumés dans le tableau ci-dessous :

Tableau 1 : Atouts et des Défis de l'Afrique selon la motivation des FMN

Motivation	Atouts	Défis
Recherche de ressources	<ul style="list-style-type: none"> • Riche en ressources naturelles Le Nigeria et l'Angola figurent parmi les 20 premiers pays producteurs de pétrole au monde et 11 pays africains figurent parmi les 50 premiers pays en termes de réserves pétrolières connues. L'Afrique du Sud, le Ghana et la Tanzanie se classent parmi les 20 premiers pays producteurs d'or et la Zambie et la RDC parmi les 20 premiers pays producteurs de cuivre. • Main-d'œuvre importante La population active devrait augmenter sensiblement plus vite au cours des dix prochaines années en Afrique que dans les pays émergents d'Asie ou d'Amérique latine. • Coûts très compétitifs Les coûts salariaux unitaires devraient rester bas au cours des dix prochaines années. La hausse des salaires plus importante en Chine et en Inde créera des opportunités pour d'autres marchés émergents en Afrique en tant que producteurs à bas coûts. 	<ul style="list-style-type: none"> • Faibles niveaux d'éducation Dans la majorité des pays d'Afrique subsaharienne, les niveaux d'éducation sont faibles, bien qu'en voie d'amélioration. L'Amérique latine et l'Asie ont montré que des progrès considérables peuvent être réalisés en l'espace de 25 ans pour atteindre un taux de scolarisation dans le secondaire de 100 %. • Partage des bénéfices des IDEs Souvent, lorsqu'un pays se développe rapidement, les inégalités augmentent corrélativement. Les pays africains doivent veiller à ce que les accords sur les IDE bénéficient à l'ensemble de la population.

Recherche de marchés	<ul style="list-style-type: none"> • Vaste marché de masse pour certains produits et services par exemple, pour les téléphones portables et services financiers. En Angola, au Sénégal, au Nigeria et en Tanzanie, au moins la moitié de la population possède un téléphone portable alors qu'il y a dix ans, presque personne n'en avait. Ce chiffre continuera d'augmenter très rapidement. • Un marché du tourisme potentiellement considérable. Le tourisme représente déjà plus de 20 % des recettes de nombreux pays africains, parmi lesquels, l'Éthiopie, l'Égypte et la Tanzanie. Le potentiel touristique de nombreux pays est grand, à condition que des investissements adaptés soient réalisés. 	<ul style="list-style-type: none"> • Taille des marchés La majorité des économies africaines sont très petites par rapport aux pays d'autres régions du monde. Le marché subsaharien est en outre très fragmenté. • PIB par habitant Les revenus par habitant de la plupart des pays d'Afrique subsaharienne à forte croissance, comme le Ghana, le Nigeria et l'Éthiopie, restent très faibles par rapport à ceux de pays émergents d'autres régions, en dépit d'une hausse rapide ces dernières années. Cela est en partie dû aux inégalités très élevées dans de nombreux pays. • Augmenter les dépenses de consommation. Si le nombre de consommateurs en Afrique est considérable, les revenus sont bas et cela limite la taille du marché pour les ventes de produits de grande consommation. Le potentiel reste toutefois important.
Recherche d'efficacité	<ul style="list-style-type: none"> • Proximité et liens historiques/culturels/linguistiques avec l'UE En 2011, plus de la moitié des exportations du Cameroun, du Maroc, du Mozambique et de la Tunisie étaient destinées à la zone euro. L'Afrique du Nord entretient une proximité et des liens commerciaux particuliers avec l'Europe. À l'horizon 2020, les exportations de l'Europe vers l'Afrique et le Moyen-Orient seront supérieures de 50 % par rapport aux exportations vers les États-Unis. • Fuseaux horaires communs avec l'Asie, les États-Unis et l'UE L'Afrique partagent une partie de sa journée ouvrée avec l'Asie, les États-Unis et l'UE. 	<ul style="list-style-type: none"> • Infrastructures Les infrastructures des transports et des télécommunications sont sous-développées par rapport à d'autres régions émergentes, comme l'Asie et l'Amérique latine. Mais la situation s'améliore et va continuer de s'améliorer. • Facilité à conduire des affaires De nombreux pays d'Afrique subsaharienne sont moins bien classés que les pays émergents d'Asie et d'Amérique latine selon l'indice Doing Business de la Banque mondiale. Cependant, l'enquête indique que 36 gouvernements sur 46 ont amélioré le cadre réglementaire de l'activité économique nationale en 2010-2011, un chiffre record depuis 2005.
Motifs stratégiques	<ul style="list-style-type: none"> • Potentiel de croissance À L'Afrique devrait croître bien plus vite que la moyenne mondiale au cours des cinq prochaines années. 	<ul style="list-style-type: none"> • Stabilité démocratique – démocratie. À court terme, la stabilité politique est une préoccupation essentielle au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. À moyen et long terme, le renforcement des fondations démocratiques est une préoccupation centrale pour un certain nombre de pays d'Afrique subsaharienne, en ce qu'il favoriserait l'environnement économique et contribuerait à la croissance.

Source : *Attractivité de l'Afrique 2012*¹

2.2. Littérature empirique :

L'examen des facteurs déterminants des flux des IDEs est au centre de l'analyse d'une grande variété des travaux empiriques. Ces derniers peuvent être résumés en deux catégories : celles qui

¹ Baromètre Ernst & Young(2012) Attractivité de l'Afrique Un pont entre les rives.

expliquent les facteurs déterminants des IDEs par des considérations économiques et financières, et celles qui les décrivent par des considérations politiques.

2.2.1. Facteurs économiques et financiers

Anyanwu (2011) a étudié les déterminants des flux d'IDE vers l'Afrique. Méthode d'analyse de données de panel ont été utilisées pour analyser les données qui couvre plus de 1980-2007. Les facteurs qui ont été inclus dans le modèle sont la population urbaine (en pourcentage de la population), le PIB par habitant, l'ouverture (commerce en pourcentage du PIB), le développement financier (crédit domestique au secteur privé), l'inflation (taux d'inflation annuel), taux de change, la consommation publique (en pourcentage du PIB), les infrastructures (abonnés fixes et mobiles pour 1000), le droit politique et région.

Le résultat de l'étude montre que les grandes tailles du marché, l'ouverture commerciale, les dépenses de consommation des administrations élevée ont un impact positif sur les IDEs en Afrique. En plus de cela, l'étude a indiqué que la remise de haut a un effet positif sur les flux d'IDE. Dotation en ressources naturelles a également été un facteur qui a un impact positif sur les flux d'IDE. Par rapport à l'autre partie de l'Afrique, de l'Est et de l'Afrique sous-régions du Sud attiré plus d'IDE. Cependant, Anyanwu (2011) a déclaré que le développement financier plus élevé a eu un impact négatif sur les flux d'IDE.

Asiedu (2002) a exploré si les facteurs qui ont une incidence sur les IDEs dans les pays en développement affectent les pays de L'Afrique subsaharienne (ASS) différemment. En utilisant les données de 32 Pays africains pour la période allant de 1970 à 1999, il a trouvé que les facteurs qui déterminent l'IED vers les pays en développement ont un impact différent sur les IDE en Afrique subsaharienne. Plus précisément, le développement des infrastructures est un meilleur déterminant des IDEs dans les pays non africains et il n'est pas le cas dans les pays africains. L'ouverture au commerce favorise l'entrée de l'IDE dans les deux zones étudiées.

L'analyse de Koukpo (2005) a permis de trouver des déterminants communs dans les pays de l'UEMOA pendant la période 1996-2003. Il a montré que l'ouverture économique et le capital humain (taux brut de scolarisation primaire) sont les principaux déterminants des IDEs dans ces pays. Alors que par contre, le niveau de vie (PIB /tête) et le taux d'inflation ont un impact relativement faible. Dupuch et Milan (2003) estiment en données de panel, sur la période de 1993 à 1998, les déterminants des IDEs européens dans les pays de l'Europe centrale et orientale (PECO). Ils voient d'abord que la taille des marchés, la proximité géographique et le choix de la méthode de privatisation sont des variables explicatives des flux d'IDE vers ces pays. Pour eux c'est la transition de ces économies vers une structure de marché concurrentiel qui a surtout favorisé l'afflux d'IDE. La méthode adoptée dans le processus de privatisation joue un rôle significatif dans l'explication des investissements européens dans cette zone. Ainsi les pays qui ont exclusivement recours à la vente directe sont plus aptes à attirer les IDE.

Morisset (2000) dans son étude il a montré que les variables macro-économiques comme l'ouverture économique, taux de croissance économique et ressources naturelles sont les principaux déterminants des IDEs dans une analyse de 29 pays africains sur une période de 18ans. Il a affirmé que malgré l'effet positif, le taux d'analphabètes n'arrive pas à expliquer les flux des IDEs, il reste non significatif pour les attirer.

Pour Abdallah et al (2009) ont réalisé une étude en passant par un modèle de gravité en données de panel de trois principaux pays d'Afrique (Égypte, Maroc, Tunisie) qui tient compte de l'effet de crise. Ils ont trouvé que la crise de change a un effet négatif sur les flux des IDEs mais de moins importance que l'instabilité interne du pays d'accueil.

Pour Noomen LAHIMER(2010) a effectué une étude empirique en utilisant la méthode d'Arellano et Bond (1991), il l'a appliquée à un panel de 38 pays d'Afrique Subsaharienne sur la période 1990-2005. Cette étude a montré que les IDE exercent des effets d'éviction à court et à long terme même dans le cas où des pays distingués selon leurs spécialisations exportatrices. En outre, les

résultats de cette étude montrent que les IDEs peuvent favoriser le transfert des investissements du secteur agricole vers le secteur manufacturier uniquement dans les pays non- abondants en ressources naturelles.

(Saidi Y., Ochi A. et Ghadri H. ,2013) ont étudié l'impact des indicateurs de gouvernance sur l'attractivité des investissements directs étrangers dans 20 pays développés et pays en développement sur la période 1998-2011, ils ont conclu que deux indicateurs de gouvernance à savoir, la stabilité politique et la qualité de la réglementation ont un impact significatif sur les entrées d'IDE.

Cela indique, que les multinationales sont intéressées par la stabilité politique et la qualité de la réglementation dans leur choix de délocalisation de leurs activités dans les pays africains. Cet article étudie également l'impact des variables macroéconomiques sur l'attractivité des IDEs. Généralement, dans la plupart des modèles, développés ou pays en développement, ces variables fournissent un signe, qui indique l'importance de ces facteurs dans l'attraction des IDEs. En effet, la taille du marché, l'ouverture commerciale, qualité des infrastructures, le déficit du compte courant a un effet significatif sur les entrées d'IDE

2.2.2. Facteurs politiques et de gouvernance.

La question des déterminants des IDEs dans les PED a attiré l'attention de plusieurs auteurs, dont Singh and Jun (1995). Leur étude qui se présente sous forme d'une estimation en panel d'un échantillon de 31 pays en développement durant la période 1970-1993, montre que le risque politique est un facteur déterminant pour la stimulation des IDEs.

Sur un panel de 28 pays africains Bertrand BLANCHETON (2010), les résultats des estimations obtenus à l'aide de la méthode des variables instrumentales de Hausman-Taylor, montrent que l'impact que les prévisions peuvent avoir sur la décision encours d'investir dans le continent n'est pas statistiquement significatif. Il a démontré également que, bien que négative, la corrélation directe entre le risque social, proxy de l'instabilité sociopolitique, et les flux d'investissements étrangers n'est pas systématiquement significative. En effet, les flux d'IDE ne se comportent pas de la même manière dans les pays traversés par des crises sociopolitiques. Il ressort toutefois que ces instabilités fragilisent les compétences nationales (capital humain) et aggravent certains maux tels que le VIH/Sida dont l'impact sur les investissements étrangers augmente négativement en présence du risque social.

Dans une étude économétrique sur données de panel à travers 37 économies représentant les pays des zones PECO et MENA. kamel Ghazouani (2005) a démontré que les variables liées à l'environnement politique sont les éléments déterminants les plus significatifs des influx d'IDE. L'adaptation politique se reflète dans l'ouverture économique avec un minimum de contrôle sur le commerce et le taux de change. L'adaptation politique signifie aussi un état de droit sain et un bas niveau de corruption, reposant sur l'égalité et la transparence juridiques et administratives. L'adaptation du marché est représentée par des volumes élevés d'échanges commerciaux, un bas niveau de taxation, un degré élevé d'urbanisation et la présence du crédit.

(Bassu A. et Srinivasan K 2002) ont démontré que la stabilité politique, la bonne gouvernance et le faible niveau de corruption sont les principaux déterminants des IDEs dans sept pays africains (Botswana, Lesotho, Ile Maurice, Mozambique, Namibie, Swaziland et Ouganda).

Pour (Amélie F. Constant 2010) a testé empiriquement l'hypothèse selon laquelle l'éducation étrangère des leaders africains est un déterminant important des flux d'IDE en utilisant une base de données qu'elle a construite à partir de plusieurs sources, y compris la Bibliothèque du Congrès et la Banque mondiale. L'analyse de 40 pays africains en utilisant la technique robuste de régression quantile conditionnel. Le résultats révèle que l'éducation étrangère des leaders africains est un déterminant important des flux d'IDE. Ce résultat indique le rôle puissant de la vie sociale du capital, les réseaux et les connexions que ces dirigeants construits pendant qu'ils étaient à l'étranger qu'ils à leur tour, mobiliser et utiliser quand ils deviennent des leaders.

(Joseph DJAOWE,2009) a effectué dans une étude sur les données de panel des pays de la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) durant la période 1993-2004. cette étude montre que quatre facteurs qui déterminent l'entrée des IDEs dans les pays de la CEMAC : le taux de croissance du PIB réel, la balance courante en % du PIB, la dette extérieure, la stabilité politique.

Cette revue de la littérature théorique et empirique nous permet de formuler les hypothèses suivantes:

H₁: les facteurs de la gouvernance en tant que facteur extraéconomique détermineraient la capacité d'attraction des IDEs dans les pays africains;

H₂: les pays africains devraient reconfigurer leur environnement institutionnel en réformant leurs institutions économiques et politiques en vue de réussir en matière d'attraction des investissements directs;

2.2.3. Méthodologie et principaux résultats de quelques études empiriques dans les PED

Tableau 2 : Méthodologie et principaux résultats de quelques études empiriques dans les PED

Auteur (Année) Variable expliquée	Période, Echantillon et méthodologie	Variables	Effet explicatif significativité
Peter Nunnenkamp (2002) Flux d'IDE	Estimation en données de panel pour 29 PVD (187-200)	<ul style="list-style-type: none"> • Variables de marché, • Variables monétaires, • Capital humain, • Taxes. 	+Effet significatif -Effet non significatif -Effet non significatif -Effet non significatif
Morrisset (2000) climat des affaires pour les IDEs dans les pays hôtes	29 pays africains Régression sur les données de panel (1990-1997)	<ul style="list-style-type: none"> • Overture • infrastructure • 	+Effet significatif +Effet significatif
Kevin N. Lumbila (2005) Le PIB par habitant	47 pays africains Estimateur de panel (1980–2000)	<ul style="list-style-type: none"> • Développement humain • Infrastructures 	+Effet significatif +Effet significatif
Asiedu.E (2001) IDE en % PIB	Estimation en panel par MCO :71 pays en développement, 1988-1997)	<ul style="list-style-type: none"> • Overture • infrastructure • Rentabilité 	+Effet significatif +Effet significatif. +Effet significatif.
Asiedu.E and Kwabena Gyimah-B.(2008)	<ul style="list-style-type: none"> • 33 pays africain sur la période 1984-2003 	<ul style="list-style-type: none"> • la libéralisation 	➤ +Effet significatif
Boudjedra Faouzi(2004) IDE en % PIB	Estimation en données de panel 28 pays en voie de développement	<ul style="list-style-type: none"> • le risque pays 	+Effet significatif.

Source : Élaboration des auteurs

D'après ce tableau nous constatons que les déterminants des IDEs dépendent du pays ou de la région économique d'accueil étudiée. Pour valider ces résultats, nous allons procéder à la Vérification empirique et modélisation des déterminants des IDEs dans les pays africains dans la section suivante.

3. Méthodologie et modélisation des déterminants des IDEs dans les pays africains.

Dans cette section, sont exposés le modèle d'estimation, les variables et leurs définitions et la méthodologie à suivre. Nous utilisons l'économétrie des données de panel car elle est supposée être

le meilleur moyen pour prendre en compte les déterminants des IDEs en fournissant des informations sur une longue durée (31ans) et pour 44 pays africains.

Nous présentons dans cette section également les résultats des différents tests, les résultats de l'estimation de notre modèle et leurs interprétations. L'interprétation va concerner les résultats des tests préliminaires et les résultats des estimations.

3.1. Choix des variables

Les variables retenues dans ce modèle sont de deux types à savoir la variable expliquée et les variables explicatives.

- **La variable à expliquer** : c'est l'investissement direct étranger (IDE) des pays africains. Il sera exprimé en pourcentage de PIB.
- **Les variables explicatives sont** : pour les variables explicatives, voir le Tableau²

Définition des variables explicatives sources des données

La sélection des variables est liée à la disponibilité des données.

Tableau 3 : Définition des Variables et sources des données

Variables	Sources	Code utilisé	Période
Balance des paiements courants (% du PIB)	Base de données de la banque mondiale	BPC	1985 à 2015
Croissance du PIB (% annuel)	Base de données de la banque mondiale	CPIB	1985 à 2015
Encours de la dette, total à long terme	Base de données de la CNUCED	DETTE	1985 à 2015
Formation brute de capital fixe (\$ US courants)	Base de données de la banque mondiale	FBCF	1985 à 2015
Inflation, prix à la consommation (% annuel)	Base de données de la banque mondiale	IPC	1985 à 2015
Investissements étrangers directs, entrées nettes (% du PIB)	Base de données de la banque mondiale	IDE	1985 à 2015
Lignes téléphoniques (pour 100 personnes)	Base de données de la banque mondiale	INFRA	1985 à 2015
L'ouverture des commerces des biens et de services	Base de données de la CNUCED	OUVRT	1985 à 2015
Taille du marché (PIB \$ US courants)	Base de données de la banque mondiale	TM	1985 à 2015
Service de la dette, total à long terme	Base de données de la banque mondiale	SDLT	1985 à 2015
Taux de change officiel (unités de devises locales par \$ US, moyenne pour la période)	Base de données de la banque mondiale	TCHO	1985 à 2015
La qualité de la réglementation	Base de données de la banque mondiale	QUR	1996 à 2015
l'État de droit	Base de données de la banque mondiale	EDRT	1996 à 2015
la stabilité politique	Base de données de la banque mondiale	STPO	1996 à 2015
la corruption	Base de données de la banque mondiale	CORRU	1996 à 2015
Le fonctionnement de l'ETAT	Base de données de la banque mondiale	FONETAT	1996 à 2015

Source : *Élaboration des auteurs*

3.2. Variables de gouvernance

Les institutions politiques : approximations par l'indice composite des indicateurs de la gouvernance exprimés sur une échelle de [-2,5 +2,5] où -2,5 signifie très mauvaise gouvernance et +2,5 très bonne gouvernance. Son signe attendu dépend de deux bornes. Kaufmann et Kraay (1999-2005) de la Banque Mondiale ont développé une approche intéressante pour mesurer la qualité des institutions politiques (la gouvernance). Les auteurs définissent la gouvernance comme les traditions et les institutions qui permettent d'exercer l'autorité dans un pays. Elle inclut la manière dont les gouvernements sont mis en place, surveillés et remplacés ; la capacité d'un gouvernement à formuler et à mettre en œuvre des politiques saines ; et le respect des citoyens et la condition des institutions qui gouvernent les interactions économiques et sociales entre eux. Les indicateurs évaluent six domaines étendus de la gouvernance :

1. **La voix et la responsabilisation, ou encore Voix citoyenne et responsabilité** : cet indicateur mesure la manière dont les citoyens d'un pays participent à la sélection de leurs gouvernants, ainsi que la liberté d'expression, d'association et de presse, autrement dit les droits politiques et individuels dont jouissent les citoyens.
2. **Stabilité politique et absence de violence** : cet indicateur mesure la probabilité de changements violents de régime ou de gouvernement, ainsi que de menaces graves à l'ordre public, y compris le terrorisme, c'est-à-dire la perception de la probabilité d'une déstabilisation ou d'un renversement de gouvernement par des moyens inconstitutionnels ou violents.
3. **Efficacité des pouvoirs publics et de l'action publique** - mesure la qualité des services publics, les performances de la fonction publique et son niveau d'indépendance vis-à-vis des pressions politiques, la qualité de l'élaboration et de l'application des politiques, et la crédibilité de l'engagement des pouvoirs publics à l'égard de ces politiques.
4. **Qualité de la réglementation** : cet indicateur mesure la capacité des pouvoirs publics à élaborer et à appliquer de bonnes politiques et réglementations favorables au développement du secteur privé, il mesure également les entraves réglementaires au fonctionnement des marchés.
5. **État de droit** : mesure le degré de confiance qu'ont les citoyens dans les règles conçues par la société et la manière dont ils s'y conforment et, en particulier, le respect des contrats, les compétences de la police et des tribunaux, ainsi que la perception de la criminalité et de la violence. Cet indicateur rapporte la qualité du respect des contrats légaux par le système judiciaire ou par la police, en tenant compte du recours à la violence privée et de sa répression.
6. **Le contrôle de la corruption** : Cet indicateur mesure l'usage des prérogatives du pouvoir à des fins personnelles, en particulier l'enrichissement des individus disposant d'une position de pouvoir. En particulier, il mesure l'utilisation des pouvoirs publics à des fins d'enrichissement personnel, y compris la grande et la petite corruption, ainsi que « la prise en otage » de l'État par les élites et les intérêts privés.

3.3. Spécification du modèle

Le modèle est de la forme implicite suivante : $IDE(\% \text{ du PIB}) = f(\text{Balance des paiements courants } (\% \text{ du PIB}), \text{ Croissance du PIB } (\% \text{ annuel}), \text{ Encours de la dette, total à long terme } (\$ \text{ US courants}), \text{ Formation brute de capital fixe } (\$ \text{ US courants}), \text{ Inflation, prix à la consommation } (\% \text{ annuel}), \text{ Lignes téléphoniques (pour 100 personnes)}, \text{ L'ouverture des commerces des biens et de services } (\% \text{ du PIB}), \text{ PIB } (\$ \text{ US courants}), \text{ Service de la dette total à long terme } (\$ \text{ US courants}), \text{ Taux de change officiel (unités de devises locales par } \$ \text{ US, moyenne pour la période}), \text{ La qualité de la réglementation }, \text{ l'État de droit }, \text{ la stabilité politique, la lutte contre la corruption, le fonctionnement de l'État}).$

Le modèle retenu s'apparente à ceux de Dupuch & Milan (2002), Andreff W. Andreff M. (2003) et Djaoué (2009).

Notre modèle se spécifie du modèle antérieur en mettant l'accent sur les facteurs qui influencent l'entrée des IDEs dans les pays africains. Ainsi, l'équation à estimer sera de la forme:

$$\text{IDE(en \% PIB)} = \alpha_0 + \sum \alpha_i X_{it} + \varepsilon_{it}$$

IDEit (en % PIB). = flux d'investissements directs étrangers ;
 α = coefficients à estimer ;
Xit = vecteur des variables explicatives ;
εit = terme aléatoire ;

La variable expliquée est l'investissement direct étranger IDE (en % PIB). X est le vecteur des variables explicatives et εit est le terme aléatoire.

Pour notre étude le modèle à estimer est le suivant :

$$\text{IDE (\% du PIB)} = a + a_1 \text{BPC} + a_2 \text{CPIB} + a_3 \text{DETTE} + a_4 \text{FBCF} + a_5 \text{IPC} + a_6 \text{INFRA} + a_7 \text{OUVRT} + a_9 \text{SDLT} + a_{10} \text{TM} + a_{11} \text{TCHO} + a_{12} \text{QUR} + a_{13} \text{EDRT} + a_{14} \text{STPO} + a_{15} \text{CORRU} + a_{16} \text{FONETAT} + \varepsilon_t$$

Nous menons notre étude sur un échantillon qui regroupe 44 pays² africains. L'estimation économétrique sera faite sur des données de panel sur la Période 1985-2015, issues de la base de données de la CNUCED et de la banque mondiale, par la méthode des moindres carrés généralisées à partir du logiciel STATA13.

4. Présentation et interprétation des résultats de l'estimation

4.1. Résultats des tests préliminaires

Il s'agit principalement des tests de spécification, notamment le test de Fisher, le test Breusch - Pagan, le test Hausman ; du test d'endogénéité et d'autocorrélation, Test de normalité des résidus, de corrélation inter individuel, d'hétéroscédasticité et des tests de racines unitaires.

4.1.1. Test de Fisher

Les résultats du test se présentent de la façon suivante :

F(43,1305)	P-value
8,59	0,0000

La probabilité du Ki-deux est inférieure à 5%. L'hypothèse H_0 ne peut être acceptée. En conclusion, nous pouvons confirmer l'existence d'effet individuel dans le modèle.

4.1.2. Test de Breusch and Pagan

Les résultats sont :

Wald chi2(14)	Prob > chi2
47.43	0.0000

Puisque, la p-value est inférieur à 5%, nous pouvons conclure au modèle aléatoire. Ainsi, on procède au test de Hausman qui nous permettra de discriminer entre les deux modèles validés.

4.1.3. Test de Hausman

Les résultats du test se présentent de la façon suivante :

Chi2(8)	P value
6,20	0,6243

La probabilité du test de Hausman est supérieure à 5%, alors l'hypothèse H_0 est rejetée. Le modèle à erreur composé est donc préférable au modèle à effet fixe. Nous allons donc utilisé le modèle à erreur composées.

4.1.4. Test de normalité des résidus

Les résultats sont :

Variable	Obs	Pr(Skewness)	Pr(Kurtosis)	adj chi2(2)	Prob>chi2
----------	-----	--------------	--------------	-------------	-----------

² Voir la liste des pays dans l'ANNEXE VII

residu	1.4e+03	0.0207	0.0000	.	0.0000
--------	---------	--------	--------	---	--------

D'après le test Skewnes set Kurtosis on remarque que la probabilité de $\chi^2 < 0.05$ ce qui signifie que la distribution des variables utilisée est normale composé.

4.1.5. Test d'Hétéroscédasticité

Pour l'hétéroscédasticité, en l'absence d'un test d'hétéroscédasticité sur données de panel pré programmé sur Stata, nous avons effectué manuellement le test de BREUSCH-PAGEN sur données de panel qui se fait en quatre étapes :

1. récupérer les résidus de la régression qu'on désire tester ;
2. générer le carré des résidus ;
3. régresser le carré des résidus sur les variables indépendantes de la régression originale;
4. tester si les coefficients sont conjointement significatifs (test F ou test LM).

À l'issue de ces résultats, nous concluons que les erreurs sont hétéroscédastiques car toutes les p-value sont inférieures à 5%.

4.1.6. Test d'autocorrélation des erreurs :

Les résultats du test se présentent de la façon suivante :

F(1,43)	Prob > F
7.064	0.0110

La p-value associée au test vaut 0,0110, inférieur à 5%, on peut donc accepter H_0 d'absence d'autocorrélation. L'estimation par les méthodes traditionnelles sera biaisée. On peut l'estimer en corrigeant l'autocorrélation des erreurs et en utilisant la méthode du moindre carré généralisé. Vu les résultats des tests précédents, il convient de procéder à la correction des phénomènes trouvés afin d'avoir un meilleur résultat.

4.2. Étude de la stationnarité

Le test de stationnarité permet d'éviter le risque de régressions fallacieuses entre les variables endogènes et les variables exogènes. Le test de stationnarité a été effectué sous le logiciel STAT 13.

Tableau 5 : Résultats de l'étude de stationnarité

Variable	LLC		Résultat
	T-Value	p-value	
IDE	-8.6402	0.0000	Stationnaire
TM	6.6732	1.0000	Non stationnaire
dTM	-19.7844	0.0000	Stationnaire
INFRA	8.2e+06	0.0000	Stationnaire
OUVERT	-4.9761	0.0000	Stationnaire
IPC	-14.6439	0.0000	Stationnaire
FBCF	-2.0e+05	0.0000	Stationnaire
CPIB	-14.6439	0.0000	Stationnaire
BPC	-10.6614	0.0000	Stationnaire
DETTE	0.9981	0.8409	Non stationnaire
dDETTE	-27.3524	0.0000	Stationnaire
SDLT	-7.2200	0.0000	Stationnaire
TCH	0.2446	0.5966	Non stationnaire
dTCH	-17.4634	0.0000	Stationnaire
FONETAT	-13.6417	0.0000	Stationnaire
CORRU	-14.4927	0.0000	Stationnaire
STPO	-12.1306	0.0000	Stationnaire

EDRT	-10.7702	0.0000	Stationnaire
QUR	-15.1417	0.0000	Stationnaire

Source : *Élaboration des auteurs A partir de données de logiciel stata13*

Nous avons procédé au test de Levin-Lin-Chu (LLC), à l'aide du logiciel STATA 13. En annexe 3 figurent les résultats des tests selon la spécification trend. Tous les variables sont stationnaires d'ordre 0 à l'exception de trois variables de la taille de marche, le taux de change et Inflation, prix à la consommation.

Pour corriger la non-stationnarité, nous avons procédé à la différence par rapport à l'observation précédente.

À la suite des tests qui nous ont permis de vérifier les hypothèses sous lesquelles l'estimation de modèles peut être efficiente, nous pouvons passer à la présentation des résultats de nos estimations.

4.3. Estimation du modèle et interprétation des résultats

Les résultats de l'analyse économétrique effectuée sur les pays africains sont présentés dans le tableau.6 :

Tableau 6 : Estimation du modèle

	IDE	Coef.	Std. Err.	z	P> z	[95% Conf. Interval]
	OUVRT	-.0000117	1.31E-06	-8.93	0.000	-.0000143 -9.14E-06
	INFRA	-.2696657	.0111733	-24.13	0.000	-.2915649 -.2477664
	DTM	-2.84E-06	3.17E-07	-8.94	0.000	-3.46E-06 -2.22E-06
	IPC	3.227884	.7054179	4.58	0.000	1.84529 4.610478
	FBCF	.0009387	.0000698	13.44	0.000	.0008018 .0010756
	CPIB	106.7752	143.9858	0.74	0.458	-175.4317 388.9821
	BPC	7191.055	313.9076	22.91	0.000	6575.807 7806.302
	DDETTE	38.49787	1.87078	20.58	0.000	34.83121 42.16454
	SDLT	.0000588	.0000406	1.45	0.147	-.0000207 .0001383
	DTCH	.0000228	2.27E-06	10.01	0.000	.0000183 .0000272
	FONETAT	697106.9	28427.72	24.52	0.000	641389.6 752824.2
	CORRU	-615315.6	25593.2	-24.04	0.000	-665477.3 -565153.8
	STPO	-404144.8	16702.5	-24.20	0.000	-436881.1 -371408.5
	EDRT	799597.4	32381.11	24.69	0.000	736131.5 863063.2
	QUR	-416853.6	17386.01	-23.98	0.000	-450929.5 -382777.6
	_CONS	391178.7	22339.38	17.51	0.000	347394.3 434963
Number of obs = 1320						
Number of groups = 44						
Time periods = 30						
Wald chi2(15) = 1919.58						
Prob > chi2 = 0.0000						

Source : *Estimation des auteurs à partir de l'observation des résultats sur le logiciel Stata 13*

4.4. Interprétation des variables statistiquement significatives

Toutes les variables sont statistiquement significatives (à 1%) à l'exception de la croissance de PIB et le Service de la dette à Lang terme.

Le coefficient de l'ouverture montre que toute augmentation de l'ouverture de 1 % implique une diminution des IDEs de 0.0000117%. L'ouverture commerciale devient statistiquement insignifiante. Ce résultat est contraire à l'œuvre d'Asiedu et Onyeiwu.

La FBCF a un impact positif. Les résultats économétriques soutiennent l'hypothèse que les pays les plus dynamiques, ceux dont la structure productive évolue le plus vite, sont les plus capables à attirer l'investissement direct étranger. Une augmentation de FBCF en pourcentage de PIB de 1% engendrait une augmentation des flux d'IDE de 0.0009387%.

Ensuite, le taux de change a comme prévu un impact positif. Ainsi toute dévaluation entraîne une hausse des IDEs. La hausse du taux de change améliore la position commerciale du pays domestique sur le marché mondial par un renchérissement de ses importations et effet de compétitivité sur ces

exportations. Une firme étrangère voit alors ses parts de marché se réduire et décide donc d'entreprendre un IDE.

Il y a une corrélation négative entre la ligne téléphonique (pour 100 personnes) et les entrées d'IDE dans les pays africains, mais il est significatif. Ce résultat est inattendu. Comme la plupart des résultats montrent que le développement des infrastructures conduit à des entrées d'IDE. Cependant, la conclusion est étayée par l'étude précédente (Aseidu, 2002). L'étude menée par (Aseidu, 2002) a montré que le développement des infrastructures n'a pas d'effet sur les flux d'IDE vers l'Afrique subsaharienne par rapport aux autres pays en voie de développement.

Le taux de croissance du PIB réel (CPIB) : Le taux de croissance du PIB réel est un bon indicateur de bonne santé d'une économie. Depuis que ce taux est devenu positif, cela augure de bons signes annonciateurs pouvant attirer les IDE. 106.7752 Une augmentation de CPIB de 1% engendrerait une augmentation des flux d'IDE de 106.7752%, mais ce résultat n'est pas significatif qu'à 45.8%.

La croissance en Afrique a dépassé 5 % pendant trois années consécutives. Cette progression représente un tournant par rapport à plusieurs décennies de stagnation économique. Elle s'appuie sur le boom des matières premières, mais aussi sur la stabilisation politique et économique du continent (NEPAD2007)³. De nombreux pays ont opéré des processus de transition démocratique⁴ et le Mécanisme africain d'examen par les pairs (MAEP) s'assure que les États participants respectent des valeurs communes en matière de développement socio-économique et de Gouvernance politique, économique et d'entreprise. Parallèlement, la stabilisation et les réformes économiques ont amélioré le climat des affaires. Mais on peut remarquer que cette croissance est timide puisqu'elle dépasse rarement 5% sauf pour les pays devenus récemment producteurs de pétrole.

La balance courante en % du PIB (BCPIB) : La balance courante en % du PIB a effet ambigu. Le signe positif signifie un excédent la balance courante donc ici elle a un effet positif sur l'entrée de l'IDE en Afrique ce résultat confirme ce lui de Djawe en 2009.

Le fonctionnement de l'État et l'État de droit ont un signe positif donc ces deux variables affectent positivement l'entrée des IDEs dans les pays africains. Alors que la stabilité politique, stabilité politique et absence de violence est significative et corrélée négativement avec la variable indépendante ce qui explique que la stabilité politique et absence de violence a un impact négatif sur la croissance économique dans les pays afro-méditerranéens, ce peut être expliqué par les affrontements que connaît la région depuis 2011. Ceci peut être refléter l'incapacité du gouvernement à fournir et à mettre en place des politiques et des réglementations favorisant le développement économique. Ce résultat confirme ceux du (Soltani et al, 2013). Cela indique que les multinationales sont intéressées par la stabilité politique et la qualité de la réglementation dans leur choix de délocalisation de leurs activités dans les pays africains.

La qualité de la réglementation et la lutte contre la corruption affectent négativement l'entrée des IDEs dans ces pays.

5. Conclusion et enseignements

L'objectif principal de ce travail est l'étude de rôle des indicateurs de gouvernance comme déterminants des IDEs dans les pays africains. C'est dans ce sens que nous avons effectué une analyse sur les données de panel de 44 pays africains sur une période de 31ans (1985-2015) par la méthode des moindres carrés généralisées.

Le modèle empirique tente de trouver le niveau des entrées d'IDE (% du PIB) en fonction de (Balance des paiements courants (% du PIB)), Croissance du PIB (% annuel), encours de la dette, total à long terme (\$ US courants), Formation brute de capital fixe (\$ US courants), Inflation, prix à la consommation (% annuel), infrastructures approximées par lignes téléphoniques (pour 100

³ NEPAD(2007), Investissement : mettre en valeur le potentiel de l'Afrique

⁴ United Nations Economic Commission for Africa (2005), African Governance Report.

personnes), l'ouverture des commerces des biens et de services(% du PIB), taille du marché approximée par PIB,(\$ US courants), service de la dette total à long terme (\$ US courants), taux de change officiel (unités de devises locales par \$ US, moyenne pour la période), la qualité de la réglementation , l'État de droit , la stabilité politique, la corruption, le fonctionnement de l'État.

Nos résultats d'estimation peuvent être résumés comme suit:: (i) la taille du marché(PIB,\$ US courants) a un impact négatif sur les entrées d'IDE vers l'Afrique, (ii) l'ouverture au commerce a un impact positif sur les flux d'IDE, (iii) les infrastructures (Lignes téléphoniques (pour 100 personnes) ont un effet négatif sur les flux d'IED vers les pays africains, (iv) Taux de change officiel (unités de devises locales par \$ US, moyenne pour la période) attire flux d'IED vers l'Afrique, (v) l'État de droit et le fonctionnement de l'État attirent des IDEs vers les pays africains, (vi) la lutte contre la corruption, la qualité de la réglementation et la stabilité politique affectent négativement les ide en Afrique (viii) la balance des paiements courants (% du PIB) affecte positivement l'entrée des IDEs en Afrique.

L'amélioration de l'attractivité de l'IDE pour le développement de l'Afrique nécessite une approche complète qui dépasse les limites étroites des politiques de promotion d'investissement. Ce qui implique des décisions logiques de politiques au niveau macro et micro-économiques où la bonne gouvernance occupera une place primordiale. Les pays ont besoin de faire une évaluation pour identifier leur position dans les divers secteurs et où des améliorations sont plus nécessaires. En général et à l'issue de résultats de cette étude, les mesures suivantes sont à prendre en considération pour augmenter la part de flux d'IDE vers l'Afrique à savoirs :

- Tout d'abord, le renforcement de la coopération et l'intégration régionale permettront d'augmenter la taille du marché des pays africains et aideront également à attirer des investisseurs actuellement en partie entravés par la petite taille de marché de certains pays du continent.
- Simplifier les procédures administratives et lutter contre la corruption, En effet, les procédures administratives et les règles complexes sur le droit de propriété sont des barrières significatives aux flux d'IDE vers Afrique. Les pays africains devraient alléger les procédures concernant l'implantation des affaires.
- l'amélioration de la qualité et la quantité des infrastructures physique (transport et communication), aussi bien que les infrastructures sociales (éducation et santé) qui sont des facteurs importants pouvant favoriser l'attractivité d'investissement dans un pays. Une amélioration des infrastructures en termes de meilleurs routes et ports réduit de manière significative les coûts de transaction des multinationales et augmentent la productivité des investissements et peut donc stimuler Les entrées de l'IDE dans le pays hôtes. De plus, la disponibilité des bonnes infrastructures (ports, routes, conduites d'eau, électricité et télécommunications) aide les entreprises locales à se perfectionner à partir des expériences des multinationales.
- Une bonne gouvernance devrait être effective et observée dans le processus de mise a niveau de potentiel des pays africains en matière de l'environnement des affaires.
- Enfin reformer les systèmes légaux et juridiques, car les systèmes légaux et juridiques dans beaucoup de pays africains sont insatisfaisants pour soutenir les besoins des investisseurs. Peu de pays africains ont un système judiciaire indépendant pour protéger la propriété et les droits contractuels des investisseurs étrangers. Les investisseurs étrangers doivent être protégés par des dispositions légales en cas de nationalisation ou d'expropriation, pour le règlement de conflit et pour des garanties sur le transfert des fonds.

Cette étude est une tentative d'identifier les facteurs qui déterminent l'entrée de l'investissement décrit étranger dans les pays africains elle peut servir comme plateforme pour d'autres études qui vont approfondir la recherche sur un seul facteur telle la fracture numérique.

Références

- (1) Abdellah, K., Nicet-Chenaf, D., & Rougier, E. (2009, November). Entre instabilité externe et instabilité interne: les déterminants des IDEs dans les MENA. In The international conference" Dimensions socio-politiques et économiques de le crise dans les pays émergents.
- (2) Abdellah, K., Nicet-Chenaf, D., & Rougier, E. (2009, November). Entre instabilité externe et instabilité interne: les déterminants des IDEs dans les MENA. In The international conference" Dimensions socio-politiques et économiques de le crise dans les pays émergents.
- (3) Anyanwu, J. C. (2011). Determinants of foreign direct investment inflows to Africa, 1980-2007 (pp. 1-32). African Development Bank Group.
- (4) Asiedu, E. (2002). On the determinants of foreign direct investment to developing countries: is Africa different?. *World development*, 30(1), 107-119.
- (5) Asiedu, E. (2002). On the determinants of foreign direct investment to developing countries: is Africa different?. *World development*, 30(1), 107-119.
- (6) Asiedu, E. (2002). On the determinants of foreign direct investment to developing countries: is Africa different? *World development*, 30(1), 107-119.
- (7) Asiedu, E., & Gyimah-Brempong, K. (2008). The effect of the liberalization of investment policies on employment and investment of multinational corporations in Africa. *African Development Review*, 20(1), 49-66.
- (8) Asiedu, E., & Gyimah-Brempong, K. (2008). The effect of the liberalization of investment policies on employment and investment of multinational corporations in Africa. *African Development Review*, 20(1), 49-66.
- (9) Blancheton, B., & Opara-Opimba, L. (2010). Foreign direct investment in Africa: what are the key factors of attraction aside from natural resources? (No. 2010-14). Groupe de Recherche en Economie Théorique et Appliquée (GREThA).
- (10) Boudjedra, F. (2004) risque pays, ide et crise financière internationale évaluation et étude empirique Laboratoire d'Economie d'Orléans (LEO), version préliminaire, Avril 2004
- (11) Constant, A. F., & Tien, B. (2010). African leaders: Their education abroad and FDI flows.
- (12) Constant, A. F., & Tien, B. (2010). African leaders: Their education abroad and FDI flows.
- (13) Dupuch, S., & Milan, C. (2005). Les déterminants des investissements directs européens dans les Pays d'Europe Centrale et Orientale. *L'Actualité économique*, 81(3), 521-534.
- (14) Fouda, E., & UNCTAD. (2005). Le rôle de l'investissement direct étranger dans le renforcement des capacités scientifiques et technologiques des pays en développement. Expert Meeting on the Impact of FDI on Development (2005 : Geneva). <http://digitallibrary.un.org/record/539735>
- (15) Ghazouani, K. (2005). L'attraction des IDEs est une question d'adaptation institutionnelle: modèle théorique et estimations pour les régions PECO & mena. University Library of Munich, Germany.
- (16) Görg, H., & Greenaway, D. (2004). Much ado about nothing? Do domestic firms really benefit from foreign direct investment?. *The World Bank Research Observer*, 19(2), 171-197.

- (17) Görg, H., & Greenaway, D. (2004). Much ado about nothing? Do domestic firms really benefit from foreign direct investment?. *The World Bank Research Observer*, 19(2), 171-197.
- (18) Granger, C. W. J. (1988). Some recent development in a concept of causality. *Journal of Econometrics*, 39(1), 199-211. [https://doi.org/10.1016/0304-4076\(88\)90045-0](https://doi.org/10.1016/0304-4076(88)90045-0)
- (19) Granovetter, M. (1983). The Strength of Weak Ties: A Network Theory Revisited. *Sociological Theory*, 1, 201-233. doi:10.2307/202051
- (20) Grossman, G. M., & Helpman, E. (1991). Quality ladders in the theory of growth. *The review of economic studies*, 58(1), 43-61.
- (21) Hadley, R. D., & Wilson, H. I. (2003). The network model of internationalisation and experiential knowledge. *International Business Review*, 12(6), 697-717.
- (22) Hanafy, S. (2015). Sectoral FDI and economic growth: Evidence from Egyptian governorates (No. 37-2015). MAGKS Joint Discussion Paper Series in Economics.
- (23) Hansen, H., & Rand, J. (2006). On the causal links between FDI and growth in developing countries. *World Economy*, 29(1), 21-41. <https://doi.org/10.1111/j.1467-9701.2006.00756.x>
- (24) Hatem, F., Lejeune, C., Delapierre, M., & Michalet, C. A. (2004). *Investissement international et politiques d'attractivité*. Paris: Economica.
- (25) Ho, O. C. (2004). Determinants of foreign direct investment in China: a sectoral analysis. Department of Economics, University of Western Australia.
- (26) Hymer, S. H. (1960). The international operations of national firms, a study of direct foreign investment (Thesis). Massachusetts Institute of Technology. <https://dspace.mit.edu/handle/1721.1/27375>
- (27) JAOWE, J. (2009). Investissements Directs Etrangers (IDE) et Gouvernance : les pays de la CEMAC sont-ils attractifs ? *Revue africaine de l'Intégration*, 3(1).
- (28) Jensen, M. C., & Meckling, W. H. (1976). Theory of the firm: Managerial behavior, agency costs and ownership structure. *Journal of Financial Economics*, 3(4), 305-360. [https://doi.org/10.1016/0304-405X\(76\)90026-X](https://doi.org/10.1016/0304-405X(76)90026-X)
- (29) Kevin N. Lumbila, (2005) What Makes FDI Work? A Panel Analysis of the Growth Effect of FDI in Africa. Africa Region Working Paper Series No.80, The World Bank
- (30) Kevin N. Lumbila. (2005). What Makes FDI Work ? A Panel Analysis of the Growth Effect of FDI in Africa. <http://documents1.worldbank.org/curated/en/108751468002680983/pdf/331190PAPER0wp80.pdf>
- (31) Koukpo, M. T. (2005). Déterminants des investissements directs étrangers dans les pays de l'UEMOA. African Institute for Economic Development and Planning (IDEP), Dakar.
- (32) Lahimer, N. (2010). Investissements directs étrangers et investissements domestiques en Afrique subsaharienne : Effets d'éviction ou de stimulation ? <https://basepub.dauphine.fr/handle/123456789/5842>
- (33) Morisset, J. (2000). Direct Investment in Africa. The World Bank and The International Finance Corporation Foreign Investment Advisory Service. November 2000.
- (34) Morisset, J. (2000). Foreign direct investment in Africa: policies also matter (Vol. 2481). World Bank Publications.
- (35) Morisset, J. (2000). Foreign direct investment in Africa: policies also matter (Vol. 2481). World Bank Publications. <https://doi.org/10.1596/1813-9450-2481>

- (36) Nunnenkamp, P. (2002). Determinants of FDI in developing countries: has globalization changed the rules of the game? (No. 1122). Kiel Working Paper. <https://ideas.repec.org/p/zbw/ifwkwp/1122.html>
- (37) Nunnenkamp, P. (2002). Determinants of FDI in developing countries: has globalization changed the rules of the game? (No. 1122). Kiel Working Paper.
- (38) UNCTAD. (1998). Trends and determinants. United Nations.

Annexe 1 : Liste des pays selon les région de l'Afrique

Afrique du nord	Afrique centrale	Afrique occidentale	Afrique australe	Afrique orientale
-Maroc -Algérie -Libye -Soudan -Tunisie -Mauritanie -Égypte	-Angola -Camerone -République démocratique du -Congo -Tchad -Gabon -République centre africaine	-Bénin -Ghana -Guinée Bissau -Burkina Faso -Cote d'ivoire -Gambie -Libéria -Guinée -Nigeria -Niger -Mali -Sénégal -Sierra lionne -Togo	-Afrique du sud -Namibie Botswana -Swaziland -Lesotho	- Madagascar -Kenya - Mozambique e -Malawi -Comores -Burundi -Ethiopie -Zimbabwe -Zambie -Rwanda -Ouganda

Annexe 2 : Statistiques descriptives

Variable	Obs	Mean	Std. Dev.	Min	Max
BPC	1323	-4.575211	9.752376	-52.69149	43.39867
CPIB	1323	3.157035	6.747914	-51.03086	106.2798
DETTE	1323	4818.176	7069.105	0	39083.47
EIB	1323	7.46e+08	3.00e+10	-4.05e+11	6.18e+11
FBCF	1323	777441.7	1.22e+07	-1400000	3.70e+08
IPC	1323	80.77138	1004.466	-100	23773.13
IDE	1323	32901.29	1181138	-28.62426	4.24e+07
INFRA	1323	794604.1	5472605	-13.05657	5.89e+07
SDLT	1323	763121.8	2.81e+07	-1.532235	1.04e+09
TCHO	1323	5047616	1.84e+08	-27.93443	6.72e+09
QUR	515	-.755348	.5802323	-2.410037	.7591954
EDRT	527	-.7458115	.613706	-2.344657	.7945809
STPO	527	-.6700008	.8569041	-2.912785	1.189204
CORRU	527	-.6358289	.5352712	-2.061645	1.036296
FONETAT	524	-.7276269	.5911012	-1.981993	1.255233